ISSN 3079-4463, e ISSN 3079-4471 https://grece-tchad.com

MICROCRÉDITS ET CULTURES VIVRIÈRES DANS LE BASSIN LACUSTRE DE TRÉNÉ DANS LA PROVINCE DU MAYO KEBBI-OUEST AU TCHAD

Asna FADEUNBO
Doctorant en Sciences Géographiques, Université de N'Djamena / Tchad
Email : asnafadeunbo@gmail.com

Résumé
Dans le Mayo-Kebbi Ouest, l'une des 23 provinces du Tchad, l'Union des Clubs d'Epargne et de Crédit (UCEC), opère dans un contexte rural. Elle est considérée comme une institution qui permet d'atténuer le problème de l'aléa moral. Ses services contribuent à l'amélioration des conditions socioéconomiques des bénéficiaires à travers les développements des activités relatives aux cultures vivrières. Cependant, l'UCEC permet-t-elle d'améliorer la production des cultures vivrières dans cette province ? L'objet de cette étude est de comprendre les impacts du crédit sur ces activités. La démarche méthodologique est basée sur les données empiriques et sur l'enquête de terrain. Les logiciels EpiData 3.1, SPSS Statistics 22, Excel et Word ont permis de saisir et traiter les données collectées. Au terme de l'étude, le crédit contribue à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Car, la proportion des emprunteurs qui ont vu leur épargne augmentée avec le crédit est de 53,4%. Ces prêts leur ont permis d'entreprendre des activités génératrices de revenus.
Mots clés : *Lac-Tréné, Mayo-Kebbi Ouest, Microcrédit, Agriculture.*

Microcredits and food crops in the Trene lake basin in the mayo Kebbi West province of Chad

Abstract
In Mayo-Kebbi Ouest, one of Chad's 23 provinces, the Union of Savings and Credit Clubs (UCEC) operates in a rural context. It is considered an institution that helps mitigate the problem of moral hazard. Its services contribute to improving the socioeconomic conditions of beneficiaries through the development of food crop activities. However, does the UCEC improve food crop production in this province? The purpose of this study is to understand the impacts of credit on these activities. The methodological approach is based on empirical data and field research. EpiData 3.1, SPSS Statistics 22, Excel, and Word software were used to enter and process the collected data. At the end of the study, credit contributed to improving the living conditions of beneficiaries. The proportion of borrowers who saw their savings increase with the credit was 53.4%. These loans enabled them to undertake income-generating activities.
Keywords: *Lac-Tréné, Mayo-Kebbi Ouest, Microcredit, Agriculture.*

Introduction

Le MC (Micro Crédit) est l'un des produits financiers de la micro finance ; il alimente un système d'aide sociale qui consiste à attribuer des prêts de très faible montant à des entrepreneurs ou à des artisans considérés comme insolvables par le système bancaire classiques (M. YUNUS, 1997, p. 48). Traditionnellement, il s'accorde aux financements des activités des acteurs économiques les plus défavorisés des Pays en voie de développement (Hipolite J. S., 2012), p. 86. Il génère des emplois, véritable poumon des droits humains (Yunus, 1997). C'est une variante du crédit qui se déroule non seulement dans les banques, mais aussi et surtout dans les structures para-bancaires comme les organisations non gouvernementales (ONG) tels que les associations, les caisses locales d'épargne et de crédit, les tontines etc. Couramment de nos jours, la gestion des microcrédits est assurée par les institutions privées et/ou paraétatiques appelées '*'micro finance*". Le terme micro finance lui-même est trop englobant, car il se définit selon (Ikiémi, 2008, p. 18) comme « *l'ensemble des dispositifs permettant d'offrir des petits crédits (microcrédits) à des familles pauvres pour les aider à conduire des activités productrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs petites entreprises* ». Cependant, il n'y a pas de consensus parmi les professionnels pour définir ce qu'est le microcrédit. Pour les uns, selon Vincent G (2000, p. 106), influencés par les dirigeants du Sommet mondial de Washington, ils estiment que tout crédit de plus de 100 dollars américains n'est plus du microcrédit. Pour d'autres, ce sont les plus nombreux, prêtant des sommes, en monnaie locale allant de 100 à 5.000 voire 10.000 dollars américains et plus, considèrent leurs prêts comme du microcrédit. Ces derniers pensent que le microcrédit est étroitement lié à l'activité des travailleurs du secteur informel. Il est local et proche des gens. Les constats sur le terrain laissent présager que les producteurs ruraux intensifient leurs activités sur les plaines lacustres et sur les bas-fonds du bassin versant du lac Tréné. Ils fonctionnent avec le financement des établissements du micro finance. Ces financements varient entre 10 000 à 1 000 000 Frs CFA afin de financer la production des cultures vivrières, vraies génératrices des revenus supplémentaires pour les paysans. Cependant, le crédit permet-t-il d'améliorer la production des cultures vivrières dans cette zone ? L'étude se conçoit sur l'hypothèse selon laquelle le crédit contribue à l'amélioration des conditions socioéconomiques des bénéficiaires à travers les développements des activités relatives cultures vivrières. L'objet de cette étude est de comprendre les impacts du crédit sur les activités des bénéficiaires. La démarche méthodologique est basée sur les données empiriques et sur l'enquête de terrain. Les logiciels EpiData 3.1, SPSS Statistics 22, Excel et Word ont permis de saisir et traiter les données collectées. Suivant cette méthodologie, nous allons présenter brièvement la zone d'étude avant d'entrer dans le vif du sujet.

1. Méthodologie

En vue de bien mener cette recherche, nous avons opté pour la démarche hypothético-déductive. Notre recherche qui s'inscrit dans la logique ou nous avons à faire à un développement dans un territoire bien circonscrit. Nous nous sommes basé sur les données empiriques et sur l'enquête de terrain. L'enquête par questionnaire est aussi l'un des moyens que nous avons utilisés lors de notre étude pour collecter les informations auprès des populations concernées. Ces informations sont de caractères quantitatifs et qualitatifs. Elle a permis aux enquêtés de s'exprimer directement sur leurs problèmes rencontrés et ensuite faire des propositions. Ces 75 enquêtés sont inégalement répartis dans les villages concernés. Cette inégalité s'explique par le fait que nous avons défini le nombre des enquêtés dans ces villages suivant le critère d'importance des débiteurs actuellement actifs dans chaque village. Nous avons analysé et interprété les données documentaires et des informations recueillies pendant les entretiens. Ce travail a permis de présenter les données sous forme de graphique, de tableau etc. pour faciliter la lecture et la compréhension du document. Les logiciels EpiData 3.1, SPSS Statistics 22, Excel et Word ont permis de saisir et traiter les données collectées.

Notre travail est structuré en trois parties ; la présentation brève de la zone d'étude, l'analyse des résultats et la discussion.

1.1. Présentation de la zone d'étude

Située dans le Sud-Ouest du pays, entre le 8^{éme} et le 12ème degré de latitude nord et 14ème et 15ème degré de longitude Est, la province du Mayo-Kebbi Ouest, l'une des 23 provinces du Tchad partage le 2/3 de ses frontières à l'ouest et au sud avec le Cameroun. A l'intérieur du pays, la province du Mayo-Kebbi Ouest est limitée à l'Est par le Mayo-Kebbi Est, au Nord-Est par la Tandjilé et au Sud par le Logone Occidental. Le Mayo-Kebbi Ouest a pour chef-lieu Pala. Le terme Mayo-Kebbi adopté par les missions françaises de reconnaissances désigne un cours d'eau qui traverse la région. Cette province est composée de cinq départements (cf. tableau 1).

Tableau I : départements et chef-lieu des départements du Mayo-Kebbi Ouest

Départements	Mayo-Dallah	Lac-Léré	Mayo-Binder	El Ouya	Nanaye
Chef-lieu des départements	Pala	Léré	Binder	Lagon	Gagal

Source : données d'enquête

Département du lac-Léré

Le département de lac- Léré, cadre de notre étude, couvre une superficie de 2712 km^2 avec une population estimée à 117 316 habitants soit une densité de 43 personnes par kilomètre carré suivant le deuxième recensement générale de la population et de l'habitat (RGPH2) de 2009. Il est limité au Nord, par le

département de Mayo Binder ; à l'Est, par le département de El-Ouaya ; au Sud et à l'Ouest par le Cameroun voisin. (figure 1).

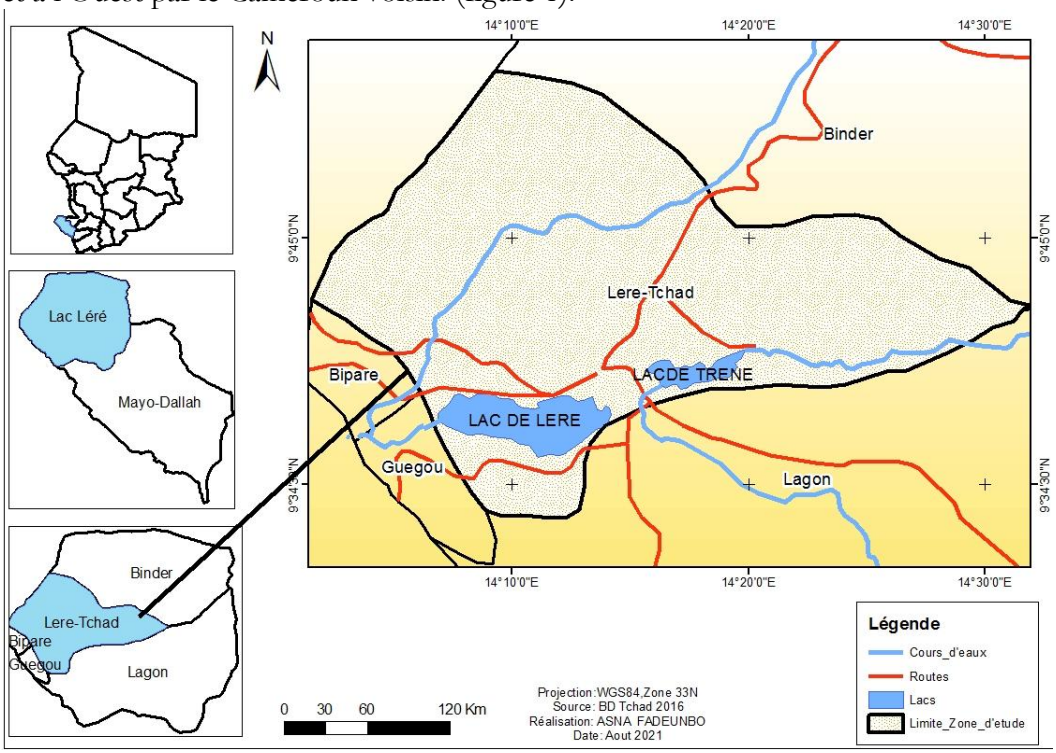


Figure 1 : carte de localisation de la zone d'étude

La figure 1 présente le département de lac-Léré avec le réseau routier et hydrographique. Celle-ci compte trois sous-préfectures que suivantes : la sous-préfecture de Léré avec 54 villages, la sous-préfecture de Guegou avec 17 villages et la sous-préfecture de Tréné avec 10 villages. On y compte aussi trois chefferies : la chefferie de Léré, la chefferie de Guegou et celle de Biparé et deux communes : la commune de Léré et la commune de Guegou. La population est composée majoritairement de Moundang puis de Foulbé, de Mambaye, de Bainawa, de Haoussa et des allogènes qui cohabitent pacifiquement.
Les principales activités sont : l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce. A ces activités, l'on peut aussi ajouter la culture de maraichère en pleine pratiquée beaucoup plus pendant la décrue et/ou l'étiage.

Un espace où les lacs Léré et Tréné sont les caractéristiques dominantes

Le bassin versants du Mayo-Kebbi ou se trouve emboité celui des lacs Léré et Tréné, se situe entre le 9ème et le 10ème degré de latitude Nord et entre le 14ème et le 15ème degré de longitude Est. C'est une structure synclinale du prolongement des fossés de la Bénoué en territoire tchadien (Ludovic B. Palou., 2014, p. 366). Il comprend deux cuvettes occupées par les lacs Léré et Tréné (DAGOU.P, 2004, p. 373).

Les paysages naturels des lacs Léré et Tréné

Les rives de ces lacs ont une inclinaison faible et sont supportées par les séries du Crétacé gréseux à pendage faible, environ 3 % (PASSIRING K., 2006, p 303). A cause de leur faible inclinaison, ces rives correspondent à des zones d'épandage des eaux de crue[1]. Les dépôts de rivage sont constitués de sables grossiers et de limons partiellement couverts de prairies (PASSIRING K., 2006, p 403). Aux abords immédiats du lac, subsistent des marécages qui s'étendent en basses eaux et disparaissent avec l'extension des crues lacustres. Ces marécages dominent tout l'exutoire du lac de Léré ainsi que le rivage à l'Ouest de Dissing et Fouli ; à l'Est de Léré et localement entre Doué et Mourbamé sans oublier tout le pourtour du lac de Tréné qui, ces dernières années prend l'allure d'un vaste marigot. Ces bordures surbaissées sont envahies d'une végétation marécageuse portant des traces d'activités agro-pastorales (cf. photo 1). Compte tenu de la présence importante des eaux dans ce lac, l'activité de la pêche est aussi développée.

Cliché : ASNA FADEUNBO juin 2021

Photo 1 : la multifonctionnalité de la plaine du lac-Tréné

La photo 1 présente la multifonctionnalité[2] de cette plaine lacustre. Les activités qui y sont pratiquées vont de la production agricole à la production pastorale en passant par la pêche puis les autres activités telle que la cuisson des briques.

2. Résultats

Les institutions financières sélectionnent et financent généralement les projets rentables. Cela sous-tend les réorganisations des activités liées à l'agriculture. Le souhait de ces institutions est de faire augmenter la productivité. Cela est possible

[1] *Période de l'année où le lit majeur ou d'inondation des lacs est remplit d'eau.*

[2] Aptitude à la réalisation des plusieurs activités (pêche, élevage, agricultures…).

avec cette institution visée (CEC), car ces investissements requièrent des sommes d'argents allant des dix mille francs (10 000 FCFA) à cinq millions de francs (5 000 000 FCFA) qui devraient promouvoir une meilleure productivité. Dans cette partie, nous allons élucider la situation globale de la rentabilité des activités agricoles financées par le CEC dans les villages ayant en partage le lac-Tréné à l'occurrence les cultures vivrières.

2.1. Des projets de production diversement financés

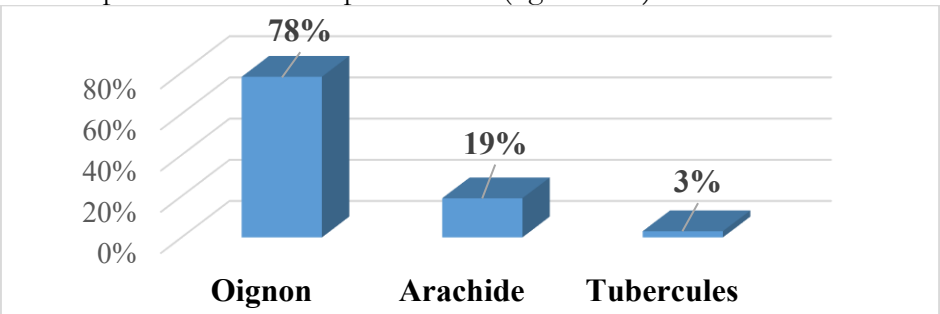
L'UCEC offre à ses membres plusieurs types des prêts destinés au financement de leurs activités génératrices des revenus en fonds de roulement et d'investissement. Ces activités sont entre autres : les activités agricoles, les activités pastorales, les activités de la pêche et bien d'autres activités. Les prêts pour ces activités sont offerts en deux variantes (individuellement ou collectivement). Les principales d'entre elles sont les activités agricoles.

2.1.1. La diversité des cultures sur les plaines du lac-Tréné

La plaine lacustre de Tréné est apte à la culture pluviale et de décrue. On y rencontre diverses plantes cultivées telles que : les oignons, le taro, les légumes, les tomates, les maïs, les arachides, les berebérés, etc. les bénéficiaires de crédits ne s'intéressent pas à l'ensemble de ces cultures pour une raison des rentabilités.

2.1.1.1. Les type de cultures

La plaine lacustre est un trésor pour la population riveraine. Elle en tire l'essentiel de ses ressources pour leur survie. On y pratique particulièrement l'agriculture de contre-saison et aussi l'agriculture pluviale dans les zones un peu éloignées de la plaine centrale. Il faut reconnaitre que les cultures pluviales se pratiquent aussi sur les plaines. Ce sont par exemple le mil rouge, le maïs de variétés précoces pour pallier les périodes de soudure. A cela s'ajoute l'arachide. Nous nous y intéressons non pas par ce qu'elles sont pratiquées dans la plaine, mais plutôt que le crédit y est investi pour une meilleure productivité (figure N°2).



Source : données d'enquête, Juin 2021

Figure 2 : types de cultures ayant reçu l'utilisation des crédits

La culture d'oignon se pratique sur l'ensemble de la plaine des villages concernés par l'étude. Partout dans la plaine, on remarque les diguettes séparant les carrés d'oignons destinés à maintenir l'eau d'irrigation. La figure N°2 montre que

l'oignon est la culture la plus financé parmi d'autres. Sur l'ensemble bénéficiaire de crédit, 53 soit 78% ont utilisés leur crédit pour la production de cette culture qui se pratique dans la plaine contre 2 soit 3% qui les avaient utilisés pour la production des tubercules. Il y'a aujourd'hui le maïs et l'arachide de décrue et il y'a aussi le haricot de décrue comme en pluviale tout comme l'arachide, le maïs et le sorgho. En plus de cela, il y'a le sorgho de décrue tout comme le taro.
Deux types de systèmes de culture caractérisent cette mise en valeur : le sous-système naturel dont les cultures sont alimentées uniquement par les réserves hydriques du sol et le sous-système dépendant qui nécessite d'importants apports d'eau extérieur d'irrigation. Sur le terrain, les productivités dépendent du régime d'apport hydrique. Selon les paysans, une année marquée par une insuffisance pluviométrique se traduit par une chute de l'humidité édaphique, un abaissement de la nappe phréatique[3] et une sécheresse édaphique précoce.
Dans ce genre de cas, cela a influencé sur les productions de décrue. Elles sont soumises à ce qui se traduit par une baisse de rendement. Dans le cas d'excès d'eau suite à une saison pluvieuse assez longue, les inondations occupent longuement les terres des plaines. Les conséquences qui en découlent sont les retards dans les semis, ce qui aboutit à une mauvaise production.

2.1.1.2. Une superficie de production agricole variable avec le crédit

La raison d'une innovation doit être une amélioration. L'agriculture dans la plaine lacustre a reçu une innovation avec le crédit. Elle est à l'origine d'une productivité du sol, de la production agricole et de l'augmentation de la superficie cultivable (cf. tableau N°2).

Tableau II : évolution des surfaces emblavées en fonction des crédits reçus

	Superficie cultivée en hectare			**Production en kg**		
	Avant crédit	avec crédit	**Différence en hectare**	Avant crédit	avec crédit	**Différence en kg**
oignon	5	16	+11	40000	208000	+168000
arachide	13	19	+6	8086	16818	+8732
tubercules	2	5	+3	8000	25000	+17000
Total	**20**	**40**	**+20**	**56 086**	**249 818**	**+193 732**

Source : données d'enquête, Juin 2021

Selon le tableau II la production agricole est légèrement supérieure à la hausse des superficies emblavées, motivée par l'appui des crédits reçus par la banque locale. La surface de la culture d'oignon a augmenté de 11 hectares avec le crédit. Cette augmentation est liée à la mévente du coton pendant la période allant de 2016-2018 selon les producteurs. Elle est aussi liée au crédit par ce que la main d'œuvre familiale est renforcée par la main d'œuvre salariale. Le crédit facilite le payement des ouvriers et autres travaux liés à la production d'oignon. Quant à l'arachide et

[3] L'eau souterraine.

les tubercules, la superficie a aussi grimpée respectivement de six hectares et trois hectares. Tout comme l'oignon, cette augmentation est due au crédit. La peur de crédit amène les producteurs à investir rationnellement et résulte de la bonne production.

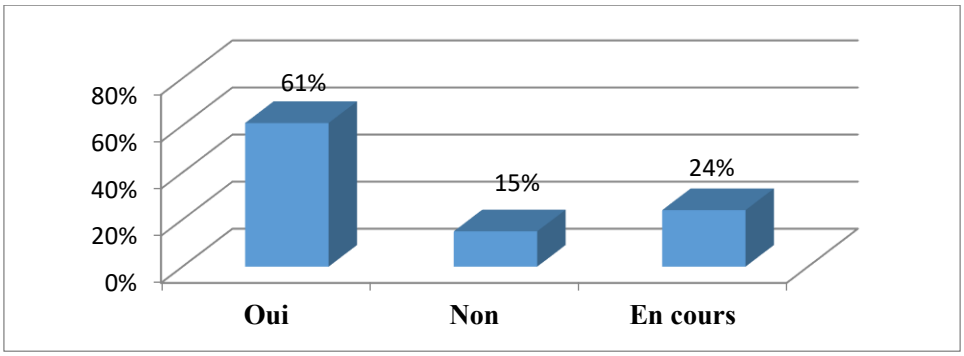
La culture d'oignon qui est une culture en expansion selon L.B PALOU (2014, p. 366), gagne du terrain. Ce gain selon les producteurs s'explique aussi par le fait que cette culture se fait généralement en saison sèche. Pendant ce temps, la population est déjà libérée des travaux pluviaux. En outre, le type de l'espace expliqué au début du chapitre où est faite cette culture permet une meilleure production. Les atouts physiques, la période de vie de l'oignon qui ne dépasse pas cinq mois, permettent de remplacer cette culture de maïs et l'arachide de contre saison. L'arachide et le maïs seront récoltés avant l'arrivée de l'inondation. Ce système permet d'augmenter la superficie de ces cultures. Cette stratégie qui consiste à produire dans un même champ deux fois par saison ne permet pas seulement d'augmenter la superficie du premier produit, mais aussi des autres tels que le maïs et l'arachide.

Sur le tableau II, la superficie agricole emblavée varie avec l'octroi de crédit et cela avec les types de culture.

Selon les données d'enquête, sans l'intervention du crédit dans la plaine du lac-Tréné, la culture d'oignon connait une production de 8000 kg par hectare. Le producteur qui fait cette production avant le crédit est aujourd'hui avec 13000 kg par hectare. Pour chaque type de culture dont la superficie a augmentée avec le crédit, le rendement a aussi augmenté. Ainsi, la production des oignons est passée de 40000 à 208000 kg par hectare, suivi de la production des tubercules qui est passé à son tour de 8000 à 25000 kg par hectare. Même si les arachides sont à la traine, ils ont aussi eu une importante augmentation car de 8086 ils sont passés à 16818 kg par hectare. La production du coton avec le crédit à diminuée (cf. tableau N°2).

2.2. La réalisation du projet : peu d'échecs

La réalisation du projet dépend bien entendu d'une part des années de décaissement du crédit. 80% des emprunteurs ayant contracté le crédit récemment c'est-à-dire entre 2015 à 2020 déclarent que leur projet s'est réalisé contre 51% des emprunteurs ayant reçu entre les années 2010 à 2015. La cause de l'échec dans la réalisation du projet est liée à la gestion du crédit. Néanmoins, pour l'ensemble des bénéficiaires, ce dernier fut un moyen efficace pour assoir son activité afin d'être autonome et tous ont décidé de continuer dans ce programme de crédit et d'en témoigner ses bienfaits aux autres (cf. figure N°3).



Source : données d'enquête, Juin 2021

Figure 3 : la réalisation du projet

La figure 3 indique que seuls, 15% des bénéficiaires estiment que leur projet ne s'est pas réalisé. Pour les deux tiers, il s'est réalisé et pour les restes des bénéficiaires (24%), il est en cours de réalisation. Pour ceux qui ont connu de l'échec, tous ont investi leur argent dans d'autres activités en dehors de celle pour laquelle le crédit a été octroyé. D'autres utilisent ce crédit comme un don que personne n'allait réclamer plus tard, d'autres considèrent le microcrédit comme une manne tombé du ciel et pour d'autres enfin l'utilise comme un salaire qui allait tomber chaque fin du moi. Pour ces groupes des personnes, les crédits n'ont pas été un moyen efficace de booster leurs activités génératrices de revenus.

2.3. L'impact du crédit sur la situation financière

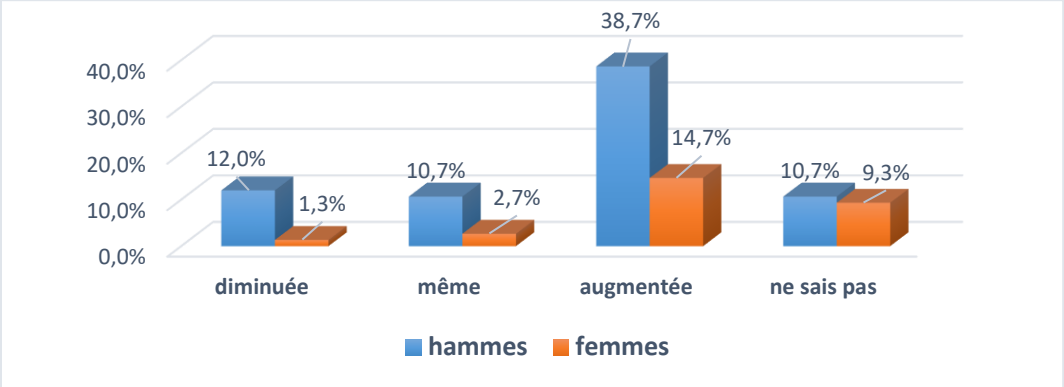
Pour la plupart des bénéficiaires, le crédit est un moyen efficace pour assoir une activité afin d'être autonome. Cette réussite au crédit a des impacts sur la situation financière des emprunteurs. Ce sous-titre est consacré à la description de ces impacts.

Pour faire face aux évènements imprévus ou récurrents qui nécessitent une somme d'argent urgente (maladie, frais de scolarité, agrandissement de l'habitat, enterrement, etc.), les paysans épargnent en permanence[4], même si cette épargne prend des formes moins « courantes » que l'argent : bijoux, animaux domestiques, matériaux de construction, etc. Certains de ces manières informelles d'épargne posent cependant problème. Il est en effet difficile de vendre par exemple un bœuf ou un bétail lorsque le ménage a besoin d'une petite somme d'argent. Ceci peut favoriser le gaspillage de la différence qui est supposée être grande.

Ces paysans ont besoin d'une épargne qui soit à la fois sûre et liquide. Ils tiennent moins compte du taux de rémunération de leur épargne, car ils ne sont pas habitués à placer leur épargne dans des instruments financiers. Ils accordent en revanche une grande valeur aux mécanismes qui leur assure une épargne disponible en cas d'urgence ou d'opportunité d'acquisition de biens. Ces services d'épargne sont adaptés pour répondre à la demande particulière des pauvres et à

[4] Toutes les fois qu'ils ont eu des surplus sur les revenus de leurs activités.

leur cycle de trésorerie. Le plus souvent, les pauvres ne souffrent pas seulement de la faiblesse de leurs revenus mais aussi de leur irrégularité. La figure N°4 ci-après montre leur état d'épargne.



Source : données d'enquête, Juin 2021

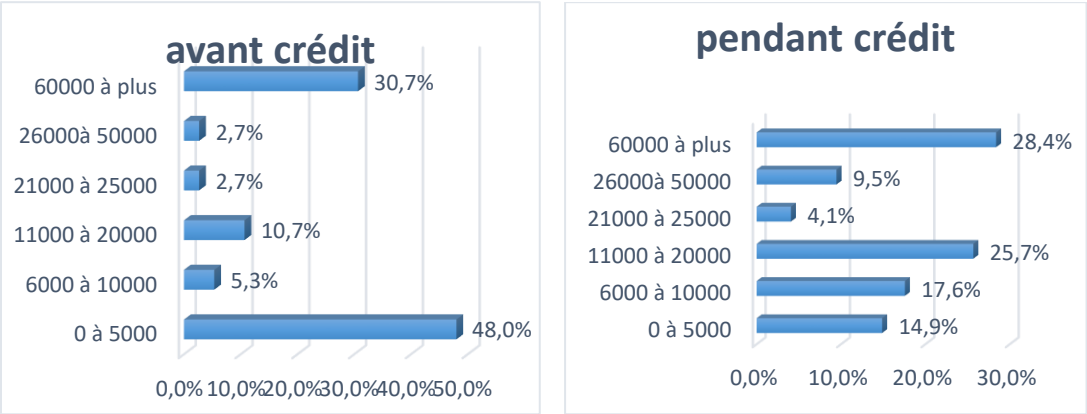
Figure 4 : l'état de l'épargne personnelle pendant le crédit

Cette figure 4 présente la situation globale de l'épargne personnelle des clients. Il est difficile pour les bénéficiaires de savoir si leur épargne a augmenté, diminuée n'a pas changée car il n'existe pas pour eux un indicateur ou une formule pouvant aider à le savoir exactement. 20% des bénéficiaires, hommes et femmes ne savent pas si leur épargne personnelle a chuté ou grimpé avec le crédit. Toutefois, nombreux (53,4%) sont ces emprunteurs qui ont vu leur épargne augmentée avec le crédit contre (13,4%) qui pour eux, avec ou sans crédit leur épargne n'a pas changé. L'enquête nous montre aussi que 13,3% des bénéficiaires ont vu leur épargne en baisse pendant la période de vie du crédit. Chez les femmes, cette situation de non maitrise de l'épargne est importante (9,3%). Nombreuses d'entre elles (14,7% ont constaté une nette amélioration dans leur épargne contre 2,7% qui n'ont pas vu un changement et 1,3% qui, pour elles, leurs épargne s'est dégradée avec le crédit. Les interviews avec les clients qui ont constatés leurs épargnes en baisses ont montré qu'ils exercent des activités qui ne peuvent pas tout de suite générées une sommes importantes pour le remboursement et les épargnes à la fois.

Le plus souvent, on observe que les revenus engendrés par les activités supportées par le crédit servent d'abord à diminuer les dépendances (aux crédits fournisseurs, crédits usuriers ou familiaux) et à améliorer les conditions de vie (diminution de la période de soudure, amélioration de l'alimentation, augmentation des frais d'éducation et de santé, achat de biens de consommation durable, amélioration de l'habitat).

La figure 5 montre une amélioration d'autant plus grande que nombre d'emprunteurs ayant des moyens financiers réduits ont le sentiment que le microcrédit personnalisé leur a donné l'occasion de réaliser un projet qu'ils n'auraient peut-être pas pu financer sans cette solution, ou alors qu'ils auraient

financé dans des conditions d'emprunt qui les auraient mis en difficulté. Avant le crédit, beaucoup des emprunteurs (48%) à travers leurs activités font de l'épargne de plus de 5000 francs le mois. Pendant le crédit, un changement est constaté (cf. Figure N° 5). 67,7% des emprunteurs épargnent au moins 11000 francs par moi contres 46,8% avant crédit.



Source : données d'enquête, Juin 2021

Figure 5 : l'état de l'épargne mensuel personnelle avant et après l'octroi de crédit

L'observation de cette figure N°5 montre une grande différence entre l'épargne personnelle des bénéficiaires du crédit pendant et avant le crédit. Pendant le crédit, les bénéficiaires qui font les épargnes entre 6 000 à 50 000 Francs étaient très nombreux contrairement à la période avant crédit.

2.4. L'acquisition des biens matériels

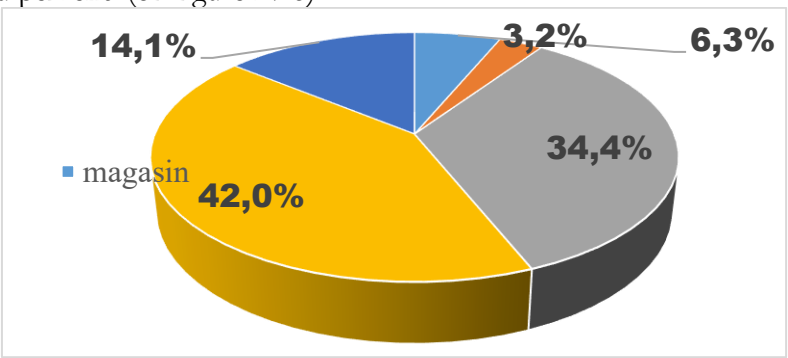
Les activités génératrices de revenus des micros activités entraineront une amélioration du revenu du ménage, donc un accroissement des biens du ménage. Il a été demandé aux personnes interviewées de l'enquête, si elles avaient utilisé les surplus de leurs épargnes pour l'acquisition des biens matériels. Dans l'ensemble, on peut noter que 57 clientes sur 75, (hommes et femmes), estiment que les conditions de logement n'ont pas changé. Pour eux, ce bénéfice est plutôt utilisé pour non seulement accroitre leurs activités, mais aussi pour acquérir les biens nécessaires quant à la vente, le transport et le stockage de leurs produits (cf. figure 6).

Les biens acquis n'étaient des biens d'équipement relatif à l'amélioration des conditions d'exercice des activités génératrices des revenus. Quarante-deux pourcent (42%) des enquêtés ont investi cette somme pour l'achat des outils d'équipement (construction des magasins, des lieux de vente, achat des moyens de transport, etc.), 34,4% quant à eux l'on fait pour les moyens de transports et les restes ont investi leurs surplus pour la construction des magasins (6,3%), l'aménagement des sites de vente (3,2%) et pour bien d'autres matériels (14,1%).

Le taux de réinvestissement dans les activités économiques est très variable, selon notamment l'ancienneté du crédit et le niveau économique de départ. On peut alors parfois reprocher à la micro finance de n'apporter que des améliorations modestes, par des prêts de campagne ou des augmentations de fonds de roulement sans que les services permettent des investissements structurants par le financement d'équipements à moyen terme ou la capitalisation dans des activités économiques nouvelles.

Les biens acquis sont choisis selon la taille de l'activité que pratique chaque bénéficiaire en fonction du domaine dans lequel il exerce :

- ✓ **Domaine agriculture :** il s'agit du moteurs pompes pour outils d'équipement ; charrettes, moto, pouce, tri cycle, vélo pour le transport ; hangar, bâtiment, pour les restes.
- ✓ **Domaine d'élevage** : il s'agit de l'abreuvoir pour outils d'équipement, moto, vélo pour le transport.
- ✓ **Domaine de la pêche :** il s'agit de la fabrication de la pirogue, pour outils d'équipement. (cf. figure N°6).



Source : données d'enquête, Juin 2021

Figure 5 : les biens acquis grâce au crédit

3. Discussion

La pauvreté est un phénomène permanent. Ceux qui sont issus de cette catégorie sont présentés comme ceux qui n'ont généralement pas accès à un ensemble de services financiers du système bancaire traditionnel (Yunus M., 1997 p. 345). Les auteurs comme Bateman et Chang (2009, p. 18) pensent que cette situation leur est défavorable car elle ne leur permet pas de créer leur propre entreprise ou de continuer leurs activités, de lisser leur consommation, d'épargner pour se prémunir d'éventuels risques ou encore pour le financement des études de leurs enfants, etc. Compte tenu de ce qui précède, la micro finance tente de remédier à cette situation en rendant accessible les services financiers pour les pauvres.

Considérant le service de crédit comme un moyen efficace permettant de se débarrasser de certaines situations de précarités financières, Nous ajoutons cependant à cette réflexion le fait que les micros entreprises gérées par les pauvres

ne peuvent pas être globalement réussies simplement parce qu'ils ont plus de possibilités d'emprunter de l'argent. Pour la réussite d'un grand nombre d'entreprises, ils doivent aussi avoir accès à des routes décentes et des moyens abordables de déplacement de leurs produits vers les marchés. Ils ont besoin d'autres soutiens pour atteindre les clients.

Pour L.B. Palou (2014, p. 366), le manque des moyens financiers impacte négativement sur la production agricole ou autres. Il existe selon lui une différence visible entre le niveau de revenus des ménages équipés et celui des ménages non équipés. Cette catégorisation reste relative. Ceux qui disposent des matériels, outils et intrants agricoles mènent des bonnes exploitations. Il poursuit en signalant que ces ménages sans revenus sont obligés de vendre leurs produits agricoles pendant la période de récoltes où on échange une grande quantité contre une somme dérisoire. Ce qui fait qu'à la même période, les produits sont envahissants au marché. Nous, dans notre cadre nous proposons à ces ménages de s'intéresser au crédit. C'est ce qui n'a pas été évoqué par ce chercheur quand-même qu'il priorise la vie socioéconomique. En plus, d'autres ménages, bien qu'ils soient équipés des moyens, n'arrivent pas à diversifier leurs activités malgré que le surplus de leurs productions soit énorme. Ceci, simplement par ce que ces ménages ne sont pas alliés à une institution pouvant les organiser quant à leur manière de produire, de vendre et de gérer le surplus de leurs productions.

Dans le même ordre d'idée, J. Giri (1986, p. 41) souligne que développer une industrie et un secteur public demande des ressources financières. Ceci sous-entend que les paysans, pour assoir leur entreprise ou conduire aisément leur activité, ont besoin des financements. Il continue en citant l'exemple de la Cote d'Ivoire ou le microcrédit et la tontine sont développés et permettent aux producteurs de s'organiser. Ce sont les producteurs ivoiriens de cacao et de café qui ont financé la croissance du secteur public et les grattes ciel d'Abidjan et aussi la nouvelle capitale Yamoussoukro. Nous ajoutons l'exemple des producteurs des villages autour du lac-Tréné qui se prennent en charge avec des activités développées grâces au crédit du CEC.

Mohammed Y. et Anis Chowdhury, 2009) estiment que 5% de la population pauvre et clients de Grameen Bank sortent de la pauvreté chaque année. Il pense que l'accès au crédit devrait être un droit de l'homme. Peachey et Roe (2004), ont jugé que l'accès au crédit est aussi important que l'accès à l'eau, aux soins de santé ou à l'éducation car l'espoir que suscite le crédit est énorme. Nous pensons cet accès devrait aussi devoir pour toutes personnes exerçant une activité génératrice des revenus.

En fin, Attanasio, Augsburg, Haas, Fitzsimons et Harmgart (2015), ont étudié l'impact du crédit sur la pauvreté et la cible principale est la femme. Ils trouvent que l'entrepreneuriat féminin augmente avec une plus grande accessibilité au crédit. Ils s'aperçoivent aussi que dans les entreprises dirigées par des femmes le nombre d'heures travaillées par semaine par les adultes augmente de six heures.

Suite à cela ils voient que l'accès aux prêts en groupe permet aux femmes mongoliennes d'installer une nouvelle échelle d'entreprise et de passer plus de temps dans leurs propres entreprises. Ce propos confirme la bonne gestion des femmes ayant reçues le crédit dans notre zone d'étude. Nos données montrent une réussite de 100% du côté des femmes contre 88% chez les hommes.
En revanche, d'autres auteurs remettent en cause l'idée que la micro finance soit un outil de réduction de la pauvreté. Pour HULME et MOORE (2007), la micro finance octroie des services financiers à seulement une fraction de la population pauvre. On peut ici donner l'exemple des villages autour du lac-Tréné ou la proportion des clients de CEC pour chaque village enquêté est inférieure à 10%. Ils accusent la micro finance de pratiquer une sélection chez leurs clients marginalisant ainsi les très pauvres et favorisant parmi les pauvres ceux qui sont plus « aisés ».

Conclusion

L'institution de micro finance dans le Mayo-Kebbi Ouest vise en priorité les pauvres vivants dans les zones urbaines que rurales. Sans l'appui financier, les rendements sont peu développés, et tout crédit aux producteurs devient assez risqué. Heureusement, le CEC à travers son programme brave le risque et œuvre du côté des producteurs de la zone en facilitant l'accès aux fonds à quiconque pouvait exercer une activité et disposant des garanties nécessaires pour y accéder. Ces activités proviennent des divers secteurs donc celui de l'agriculture.
Ces activités se concentrent essentiellement dans le secteur primaire, un secteur ayant une grande valeur ajoutée et donc une grande capacité productive et de création d'emplois. Notre enquête montre une importante amélioration au niveau de la production agricole. La superficie agricole augmente avec le crédit, ce qui bien évidemment modifie la production agricole et aussi et surtout la productivité du sol. L'étude aboutit au constat d'impacts globalement positifs. En particulier, les trois-quarts des emprunteurs relèvent au moins une évolution positive de leur situation, qu'ils imputent au microcrédit. Les données montrent effectivement que la situation des demandeurs est globalement meilleure au moment de l'enquête, qu'à celui de la demande. Cette proportion est importante à la date de l'enquête. Par ailleurs, le dispositif n'induit que peu d'impacts négatifs. Seules 10% des personnes interrogées notent des impacts négatifs et très peu relèvent des dégradations de leur situation qui pourraient être imputées au microcrédit.
En résumé, l'essentiel des revenus générés par la micro finance autour du lac-Tréné est utilisé pour les dépenses d'urgence à savoir l'alimentation et la scolarité des enfants. Il est important de noter que l'impact du microcrédit a lieu sur le court terme, et que son impact reste limité pour les bénéficiaires. En plus, il faut souligner que ces activités restent précaires et que ces populations pauvres sont très vulnérables. Ils sont exposés à des risques liés à la santé par exemple qui entrainera l'arrêt de leurs activités et ceci entrainera une réduction des revenus.

Références bibliographiques

ASNA Fadeunbo, 2021, *Contributions des microcrédits à l'amélioration des conditions des vies des emprunteurs dans les villages autour du lac-Tréné dans le département du lac-Léré au sud-ouest du Tchad*. Mémoire de Master de recherche en Gestion des Territoires et Développement. Université de N'Djaména, 142 p.

BAOU, Laring, 2006, *La viabilité des Etablissements de Micro finance à N'Djamena : les crises de VITA/PEP, Tchad Solutions et URCOOPEC*, Mémoire de Maîtrise Professionnalisée, ISG, 2006.

DAGOU Paboung, 1986 les milieux ruraux en Afrique au sud du Sahara : cas du pays Moundang au Tchad. Thèse de Doctorat de 3ème cycle de géographie rurale, Université de Montpellier, 373pages.

IKIÈMI, S. 2008, La micro-finance au Congo Brazzaville instrument de paupérisation ou moyen de lutte contre le sous-développement, Paris, L'Harmattan, 125 pages.

JOANES Hippolyte Sylli, 2012, *le microcrédit dans le programme de lutte contre la pauvreté chez les femmes au bénin : mythe ou réalité. Mémoire,* Université Laval, Québec, 111 pages.

LARING BAOU, 2010, « La micro finance peut-elle réduire la pauvreté en Afrique ? L'exemple du Tchad ». Mémoire de Master. Institut Supérieur de Commerce, d'Administration et de Management (ISCAM). 163 p.

LUDOVIC Baïsserne Palou., 2014, « *Valorisation des bas-fonds t plaines lacustres du bassin versant des lacs Léré et Tréné dans la stratégie paysanne de diversification des revenus agricoles au Tchad* », Thèse doctorale. Université de Lomé 366 pages.

PASSINRING Kedeu. 2006, « Milieux naturels et paysages du bassin-versant des lacs de Léré ». Thèse Doctorale. Université AIX-MARSEILLE I. p, 303.

VINCENT, G. 2004). Sustainable Microentrepreneurship: The Roles of Micro finance, Entrepreneurship and Sustainability in Reducing Poverty in Developing Countries.

YUNUS, Muhammad, (1997), Vers un monde sans pauvreté, Paris, JC Lattès, 345 pages.

Webographie.

- http://www.ada.org
- http://www.cairn.info
- http://www.credaf.org